



Piqueteros coupant la route à Jujuy, ouest de l'Argentine, octobre 2001 © V. Mastrosimone

# LA CRISE STRUCTURELLE EN ARGENTINE

## CHRONIQUE DE L'EFFONDREMENT D'UNE SOCIÉTÉ SALARIALE

Depuis la fin des années quatre-vingt, dans un contexte international marqué par l'augmentation du chômage structurel et du sous-emploi, des difficultés persistantes d'insertion dans le marché du travail ont atteint de nouveaux groupes et catégories de population en Argentine. La différenciation et l'hétérogénéité sociale se trouvent ainsi accentuées au sein d'une même société. La restructuration économique a impliqué la suppression de postes de travail et des licenciements massifs, tandis que le gouvernement Menem (« néo-péroniste ») réalisait dès son premier mandat (1989-1995) un vaste programme de privatisation des entreprises publiques et de « désétatisation » de l'économie<sup>1</sup>.

Au début des années 1980 il y avait en Argentine entre 900 et 1000 firmes dont l'État détenait la propriété partielle ou totale ; parmi cet ensemble d'entreprises, 14 à elles seules – parmi lesquelles YPF (la compagnie nationale de pétrole), Segba (électricité), Gas del Estado (gaz) et Aerolíneas Argentinas (la compagnie aérienne) – représentaient entre les deux tiers et les trois quarts du total de l'activité économique



Groupe de piqueteros à Jujuy (ouest de l'Argentine)  
© V. Mastrosimone

des entreprises publiques<sup>2</sup>. Leur importance relative était décisive, mais leurs performances, inégales, ayant été l'objet de sévères critiques – parfois acharnées et même fort intéressées... – avaient contribué à préparer dans l'opinion publique la rupture du précédent consensus vis-à-vis du rôle de l'État. Dans ce climat idéologique, la forte pression du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour la mise en

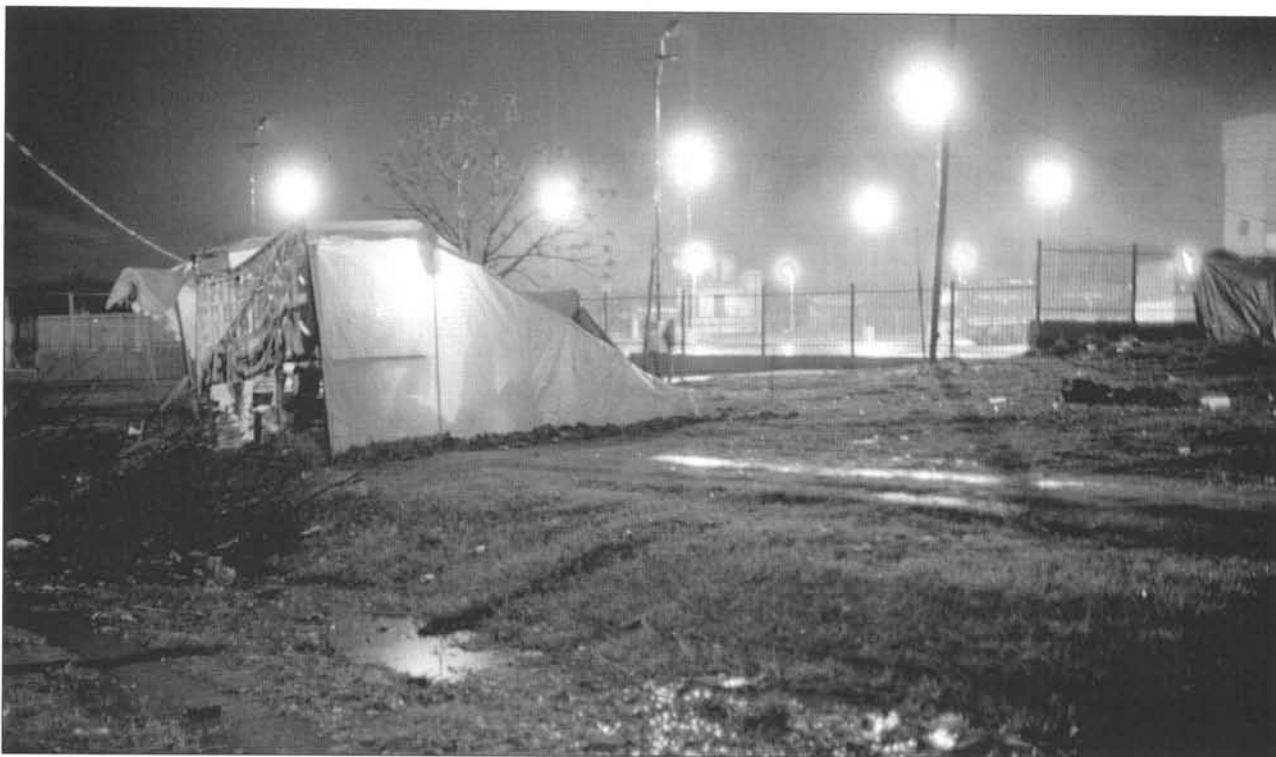
œuvre de réformes structurelles a fait monter, dès le début des années 1990, la « fièvre des privatisations » et la vente des actifs publics a été entreprise avec célérité<sup>3</sup>. On peut même faire l'hypothèse que la fragilité du cadre juridique et des réglementations des privatisations, et donc les régulations insuffisantes qui les ont caractérisées – notamment en matière de tarifs des services publics massivement privatisés<sup>4</sup> –, s'expliquent essentiellement par la rapidité avec

1. Il faut dire que la dernière dictature militaire (1976-1983), avec son modèle d'ouverture économique de filiation monétariste et avec sa doctrine de subsidiarité de l'État en matière économique et sociale, avait bien foncé dans une stratégie de remise en cause de l'ancien mode de développement. Ce faisant, elle avait forcé le pas vers l'abandon de l'industrialisation comme objectif central du processus de développement et vers le « disciplinement » politique et institutionnel de la classe ouvrière. Cf. Torrado S., (1994), *Estructura social de la Argentina : 1945-1983*, Buenos Aires, ed. de la Flor, 2<sup>ème</sup> édition.

2. Cf. Margheritis A., (2000), « Características e impacto de la implementación del programa de privatizaciones en Argentina », in Baima de Borri M., Cesilini S., Rofman A. (eds.), *Privatizaciones e impacto en los sectores populares*, Buenos Aires, Banco Mundial – Grupo de trabajo de ONGs sobre el Banco Mundial – Instituto de Investigaciones del Nuevo Estado – Editorial de Belgrano, pp. 49-76.

3. La vitesse de la mise en œuvre de ce programme répondait à la nécessité d'émettre un signal politico-institutionnel dans le sens de l'ajustement et la libéralisation de l'économie qui allait se traduire par un renforcement du processus de concentration et de centralisation du capital, et par la recomposition de la structure du pouvoir économique national. En fait, cette politique supposait l'émergence de nouveaux marchés pour le secteur privé et la constitution de nouveaux domaines privilégiés d'investissement pour des conglomerats qui en ont tiré gros profit, via la possibilité de « quasi-rentes extraordinaires et la constitution de réserves de marché » qui leur était ainsi offerte. Cf. Azpiazu D., (1995), « El programa de privatizaciones. Desequilibrios macroeconómicos, insuficiencias regulatorias y concentración del poder económico », in Minsburg N., Valle H.W. (coord.), *Argentina hoy : crisis del modelo*, Buenos Aires, ed. Letra Buena, pp. 147-198.

4. « Le modèle de privatisation [...] a connu une démarche désordonnée, avec des procédures changeantes pour définir la stratégie de vente ou de concession dans chaque cas. Les conditions de monopole naturel [sic] que possédaient la plupart des services ont été maintenues. L'existence d'organismes régulateurs n'a pas été, elle non plus, prévue préalablement au transfert du service aux entreprises privées et leur création n'est pas toujours passée par le Parlement, ayant en revanche été le fruit des décrets et non pas des lois. Ce sont les faits qui ont affaibli le pouvoir de contrôle de l'État. Ce serait aussi l'explication du non-contrôle des augmentations excessives des tarifs. En plus, le non-respect de la norme constitutionnelle concernant la participation des usagers et des consommateurs dans les structures de régulation des services publics s'est généralisé. » Muchnik D., (10 septembre 2000), « Un costo de las privatizaciones », *Journal Clarín*, Buenos Aires, p. 27 (notre traduction).



Camp de chômeurs en Argentine près de Buenos Aires, octobre 2001

© V. Mastro Simone

laquelle a été mis en place un programme favorable aux conglomérats d'entreprises nationales et étrangères qui en ont été les bénéficiaires incontestés<sup>5</sup>. Ce retrait de l'État – et plus largement la remise en cause du modèle de développement qui avait été la référence précédemment – faisait partie des objectifs essentiels du gouvernement Menem en raison de l'alliance nouée avec les représentants du pouvoir économique, et les secteurs politiques de la droite libérale traditionnelle. Menem tourna ainsi le dos aux objectifs affichés de son programme populiste de campagne électorale, pendant laquelle – s'adressant en priorité à l'électorat traditionnel du péronisme – il avait promis le « salarizado » (littéralement le « coup du salaire »...) ; c'est-à-dire l'augmentation des salaires, dans le cadre d'une politique gouvernementale censée être favorable à une relance, voire à une promotion du salariat. Les licenciements entraînés par les privatisations des entreprises publiques ont donné lieu à plus de 100 000 procès, achevés à la fin de la décennie 1990<sup>6</sup>.

## Licenciements massifs et désaffiliation

Le processus de restructuration et de privatisation de la plus grande entreprise publique dans le secteur de la sidérurgie (créée en 1947) constitue un cas exemplaire à plusieurs égards. Notamment de par son ampleur et son impact sur le marché de l'emploi local et le mode de vie dans les districts urbains de San Nicolás-Ramallo (Province de Buenos Aires) qui – avec une population de l'ordre de 150 000 habitants au début des années 1990 – était la zone de localisation de la So.Mi.S.A.

(dont le premier haut fourneau avait été mis en fonctionnement en 1960). Dans ce cas, 50 % des 12 000 employés directs de l'usine, aux différents échelons (ouvriers qualifiés, techniciens-professionnels, ingénieurs en fonctions spécifiques) ont été licenciés dans un laps de temps relativement bref, entre mai 1991 et février 1992 – mais surtout entre octobre 1991 et ce dernier mois. Pendant cette période ils ont été poussés à prendre une retraite « volontaire » dans le cadre des « plans sociaux » qui se voulaient incitatifs mais qui étaient en fait très contraignants, puisque de toute façon ils seraient licenciés préalablement à la vente de l'entreprise ; le transfert à un holding de

5. Cf. Azpiazu D., (2001), « Las privatizaciones en la Argentina. ¿Precariedad regulatoria o regulación funcional a los privilegios empresarios? », *Revista Ciclos en la historia, la economía y la sociedad*, Año XI, vol. XI, n° 21, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia Económica y Social/Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Buenos Aires, pp. 85-99.

6. D'après les données statistiques fournies fin 1999 par le président de la Cour d'appel du travail (Cámara de Apelaciones del Trabajo), juridiction compétente pour la résolution des litiges du travail en deuxième instance en Argentine. Ce fonctionnaire a alors constaté la diminution soutenue (de l'ordre de 75 %) des procès entamés par les travailleurs, dont les demandes initiées sont passées d'environ 64 000 à 16 500 entre 1990 et 1998. Cela était révélateur des conséquences des réformes économiques de l'administration Menem et de sa politique en matière des relations de travail, mais aussi d'une vulnérabilité croissante dans la position sociale des salariés. Parmi d'autres causes probables de ladite diminution, particulièrement brusque depuis 1995, le magistrat a signalé : « la peur du travailleur de perdre son emploi joue un rôle important, car il accepte que l'on ne respecte pas son contrat et ne conteste pas.[...] Les grèves, elles ne posent pas de problèmes non plus.[...] La procédure de conciliation que pratique le ministère du Travail est précaire, mais la plupart des travailleurs s'y conforment afin de garder leur emploi, et seuls 30 % d'entre eux intentent une action en justice ». Ventura A, (1<sup>er</sup> octobre 1999), *La Nación*, Supplément « Economía & Negocios », Buenos Aires, p. 3 (notre traduction).

capital privé multinational s'est concrétisé dans le deuxième semestre 1992<sup>7</sup>.

Dix ans après le début de l'expérience argentine en matière de privatisations, pratiquement inédite de par son envergure et par sa célérité, l'impact global de ces dernières semble encore relativement mal mesuré, du point de vue du *downsizing*<sup>8</sup> pratiqué dans l'ensemble des entreprises publiques et de la réduction de postes de travail que cette restructuration a entraînée. Mais ceux-ci se comptent par centaines de milliers et les modes de mise en œuvre des politiques d'État qui ont mené à les supprimer sont sans doute un volet clé du cas d'école que l'expérience argentine constitue depuis l'éclatement de la crise structurelle en décembre 2001. « Les privatisations ont été accompagnées d'une notable réduction du nombre d'employés qui travaillaient dans ces entreprises. La chute de l'emploi a été dramatique ». D'après les données statistiques rassemblées dans un rapport produit en juillet 1996 par la délégation de la Banque mondiale en Argentine, l'emploi dans les privatisées « a chuté d'environ 300 000 postes de travail, dans les années 1980, à moins de 50 000 en 1993. Malgré le fait que l'information totale ne soit pas disponible, on peut estimer qu'en 1998 la quantité d'emplois dans les entreprises privatisées a encore diminué par rapport à 1993 »<sup>9</sup>.

De nombreux groupes de travailleurs se voient ainsi expulsés – ou poussés vers la périphérie – du régime de l'emploi formel et du système des relations de travail caractérisé par le revenu salarial, qui leur permettait l'accès individuel et familial, à la consommation de masse, et, par le « salaire indirect » l'accès aux prestations et dispositifs de protection sociale (notamment devant les risques de maladie, d'accidents, de vieillesse ou d'invalidité) précisément associés à la condition salariale.

Les réformes structurelles qui ont vu le jour depuis le début des années 1990 ont consisté en effet à privatiser des entreprises publiques, à légaliser des « formes atypiques » et plus précaires d'emploi, à introduire des régimes sociaux moins protecteurs, à réformer le système des retraites et des pensions et, plus largement, à affaiblir les dispositifs qui tenaient lieu de sécurité sociale en Argentine. Et ce, dans le cadre des politiques de « sortie de crise » inscrites dans les programmes d'ajustement structurel dits « de seconde génération », où l'accent était mis sur la libéralisation des marchés, et dont l'application a eu lieu sous le poids d'une contrainte extérieure de type nouveau, qui étant devenue structurelle depuis la crise de la dette (en 1982) était alors « endogénéisée »<sup>10</sup>.

Cette transformation concomitante de l'intervention de l'État et du rapport salarial s'est opérée sur fond de crise majeure du mode de développement « auto-centré » ou « tourné vers l'intérieur », dont l'épuisement s'était déjà amorcé

pendant les deux décennies précédentes. Un modèle dans le cadre duquel l'intervention de l'État et le rapport salarial avaient acquis une place prépondérante parmi les institutions concourant à viabiliser la régulation économique d'ensemble, à structurer les modes de vie de la population et à configurer une société au sein de laquelle les effets de « sablier » qui creuseraient l'écart entre ceux qui possèdent de plus en plus de biens matériels et symboliques et ceux qui s'en trouvent de plus en plus démunis semblaient encore à l'écart des figures associées à la « fracture sociale ».

Dans son analyse socio-historique des transformations de la société salariale, Robert Castel rend compte de plusieurs bonnes raisons pour préférer la notion de « désaffiliation » à celle de « l'exclusion », afin de désigner l'aboutissement (c'est-à-dire, à notre sens, et la dynamique et le résultat) du processus qui fait que les individus transitent d'une « zone » à l'autre, en passant par exemple de l'intégration à la vulnérabilité, ou basculant de la vulnérabilité dans l'inexistence sociale. Ce sont ces processus que son analyse propose précisément d'éclairer : « comment sont alimentés ces espaces sociaux, comment se maintiennent et surtout comment se défont les statuts »<sup>11</sup>. Et ce, sans négliger la

7. Cf. Peñalva S., (2000), « Retirada del Estado, flexibilidad neoliberal y desintegración social a la luz de un enfoque institucionalista. Efectos y consecuencias sociales del proceso privatizador a partir de una revisión del caso de SOMISA », in Baima de Borri M., Cesilini S., Rofman A. (eds.), *Privatizaciones e impacto en los sectores populares*, Buenos Aires, Banco Mundial – Grupo de trabajo de ONGs sobre el Banco Mundial – Instituto de Investigaciones del Nuevo Estado – Editorial de Belgrano, pp. 121-153.

8. La thématique à laquelle ce terme fait référence – ayant surgi dans l'industrie automobile américaine – concerne les licenciements massifs de main d'œuvre qui sont devenus pour les entreprises un instrument de gestion financière à court terme. C'est par ce biais que les couches moyennes américaines semblent avoir fait la découverte de l'insécurité dans l'emploi – en pleine phase de récupération de la croissance –, ainsi que celle des dispositifs sur lesquels prend appui la normalisation forcée de la précarité salariale. Cf. Wacquant L.J.D. (décembre 1996), « La généralisation de l'insécurité salariale en Amérique. Restructurations d'entreprises et crise de reproduction sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 115, (« Les nouvelles formes de domination dans le travail »/2), Paris, Liber, CSE/Collège de France-EHESS, pp. 65-79.

9. Alexander M., (2000), « Privatizaciones en Argentina », in Baima de Borri M., Cesilini S., Rofman A. (eds.), *Privatizaciones e impacto en los sectores populares*, Buenos Aires, Banco Mundial – Grupo de trabajo de ONGs sobre el Banco Mundial – Instituto de Investigaciones del Nuevo Estado – Editorial de Belgrano, pp. 31-48. Et la représentante de la Banque mondiale pour le Cône Sud et l'Amérique latine qui est l'auteur du texte cité – ayant elle-même travaillé en Argentine pour le compte de l'organisme, en appui du programme de privatisations pendant la période 1990-1993 – de préciser des ordres de grandeur : « Si l'on prend par exemple [quelques] entreprises en particulier, l'on peut constater que dans le cas de Aguas Argentinas (ex-OSN) [la compagnie nationale des eaux], la chute [de postes de travail] a signifié le passage d'environ 26 000 postes à environ 4000 actuellement. » (pp. 33-34 ; notre traduction).

10. Cf. Miotti E. L., (1995), « Argentine : de la crise de la régulation à la régulation de la crise », in Nicolas F., Krieger Mytelka L. (sous la direction de), *L'innovation, clef du développement. Trajectoires de pays émergents*, Paris-Milan-Barcelone, Masson, coll. « Travaux et recherches de l'IFRI », chap. 4, pp. 193-246.

présence, dans la société contemporaine, des circulations de flux en sens descendant, concernant notamment l'appauvrissement qui touche certaines catégories populaires et n'épargne pas parfois – comme en Argentine – de vastes secteurs de la classe moyenne, tandis que les groupes sociaux assimilables à de nouvelles élites s'enrichissent et connaissent une mobilité ascendante.

## Privatisation... et modèle excluant

Dans le cas de l'Argentine, « face à la désertion de l'État, face à l'effritement des anciens modèles de socialisation, se développent de nouvelles formes privatisées de la sécurité et de la gestion de la cohésion sociale, dans lesquelles se cristallisent des nouvelles formes de différenciation entre les gagnants et les perdants du modèle »<sup>12</sup>. Elles sont à l'origine de la bipolarisation sociale dont témoigne la tendance à la ségrégation spatiale qui s'accompagne – dans le cadre des grandes villes et des zones métropolitaines surtout – de la prolifération des urbanisations privées<sup>13</sup>. En 2000, pour la seule zone métropolitaine de Buenos Aires, le nombre de *countries* et de quartiers fermés s'élevait à 434, parmi lesquels – sur la base des données fournies par le département d'urbanisme de l'Institut du Conurbano de l'Université Nationale de Général Sarmiento – on pouvait « dénombrer 252 quartiers privés (58 % du total), 139 *countries* (32 %), 36 *chacras* (8 %) et 7 mega-projets (2 %). Afin de rendre compte de l'expansion accélérée, rappelons que pour le cas du Grand Buenos Aires, en 1994 il y avait seulement 1450 familles établies dans ce type d'urbanisation ; en 1996 [il y en avait] 4000 [d'après l'Institut de Formation de la Chambre Immobilière Argentine]. En août 2000, le nombre de familles montait à 13 500 (selon des données de la Fédération Argentine de *Clubes de Campo*, Journal *Clarín*, Buenos Aires, 13 août 2000) »<sup>14</sup>.

Un travail critique des fondements de la « pensée conventionnelle » en matière économique et sociale, publié à Buenos Aires en avril 2001, et visant à la proposition d'alternatives pour la construction d'un nouveau régime d'organisation sociale et d'un nouveau système de politiques publiques qui devrait tenir « l'économie pour la principale question sociale »<sup>15</sup>, offre une « mise à jour » révélatrice de la pertinence de certaines analyses du début des années 1990 en termes de « modèle excluant »<sup>16</sup>. « L'inclusion sociale se réfère aux formes dans lesquelles les membres de la société se trouvent intégrés à l'ensemble des institutions sociales, tant pour l'accès à leurs bénéfiques que dans la dépendance du mode de vie individuel par rapport à elles. L'exclusion sociale fait référence à toutes les conditions qui permettent, facilitent ou entraînent que certains membres de la société soient écartés, rejetés ou simplement que leur

soit déniée la possibilité d'accéder aux bénéfiques des institutions sociales. Comme les deux phénomènes sont le produit d'une seule et même dynamique, les membres exclus se trouvent affectés par l'inclusion des autres (par exemple, parce que les ressources sociales disponibles sont de préférence utilisées pour satisfaire les inclus) »<sup>17</sup>.

Il s'agit, d'après ce raisonnement, « d'une exclusion "dans" la société et non pas d'une exclusion "de" la société. Cette dernière expression peut prêter à confusion puisqu'elle fait supposer que les exclus seraient en dehors de la société et qu'ils ne ressentiraient pas les effets des institutions qui définissent sa dynamique »<sup>18</sup>. Cette approche pose la question de l'exclusion en termes de « dichotomie et non dialectique », en termes de « conditions » plutôt que de « droit ». « Dans cette optique, la pauvreté et le chômage sont les symptômes les plus évidents de la dynamique « excluante », mais ils ne la définissent pas. Les gens sont pauvres et chômeurs comme résultat, parce qu'ils participent à une dynamique qui les exclut et non pas l'inverse. Autrement dit, dû au fait que dans le système social prédomine l'action de forces qui provoquent l'exclusion sociale de beaucoup et l'inclusion sociale de peu de gens, il en résulte donc de grandes masses de pauvres, de chômeurs et de marginaux »<sup>19</sup>. Le chômage, au taux officiel de 18,3 % de la population active en octobre 2001<sup>20</sup>, n'était que de 13,8 % en octobre 1999. Le sous-emploi, avec un taux record de 16,3 % de la population active en octobre 2001 augmente aussi : en octobre 2000 le taux était de 14,6 %, ce qui montre une détérioration

11. Castel R., *Les Métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, coll « L'espace du politique », pp. 14-15.

12. Svampa M., (2001), *Los que ganaron. La vida en los countries y barrios privados*, Buenos Aires, ed. Biblos, (p. 47 ; notre traduction).

13. Cf. Lacarrieu M., Thuillier G., (2001), « Las urbanizaciones privadas en Buenos Aires y su significación », *Perfiles Latinoamericanos*, Revista de la FLACSO/México, Año 9, n° 19 (« La segregación urbana »), México D.F., Flasco, pp. 83-113.

14. Svampa M., *Los que ganaron*, op. cit. p. 57 ; notre traduction.

15. Cf. Lo Vuolo R., (2001), *Alternativas. La economía como cuestión social*, Buenos Aires, Grupo ed. Altamira.

16. Cf. Barbeito A., Lo Vuolo R., (1995), *La modernización excluyente. Transformación económica y Estado de Bienestar en Argentina*, Buenos Aires, Unicef/Argentine-Ciepp-Losada, 2<sup>ème</sup> édition. En ce qui concerne la consolidation de ce processus dans les années récentes, cf. Azpiazu D. (ed.), (2002), *Privatización y poder económico. La consolidación de una sociedad excluyente*, Buenos Aires, ed. De la Universidad Nacional de Quilmes-Flasco-Instituto de Estudios de Estado y Participación.

17. Lo Vuolo R., *Alternativas. La economía como cuestión social*, op. cit., p. 97 (notre traduction).

18. *Ibidem*, pp. 97-98 (notre traduction). La relative ambiguïté de cette formulation ne va peut-être pas sans rappeler la difficulté à penser la production institutionnelle des dynamiques de désaffiliation, y compris dans certains cas par le biais des politiques d'État dont l'Argentine des années 1990 – ayant été une sorte de laboratoire de l'ultra-néo-libéralisme – semble offrir plusieurs exemples.

19. *Ibidem*, p. 98 (notre traduction).

20. D'après la « Encuesta Permanente de Hogares » (EPH), le recensement périodique des données les plus importantes concernant le fonctionnement du marché du travail.

de la qualité de l'emploi – souvent instable et précarisé– créé dans les années 1990<sup>21</sup>. Quant à la population en situation de sous-emploi, elle s'élevait à 2 478 156 individus. Globalement, d'après ces calculs, on peut estimer que le nombre de personnes ayant des difficultés d'emploi fin 2001 était de 5 260 380, c'est-à-dire plus d'un million de personnes de plus qu'en octobre 1999 (lorsque les données agrégées indiquaient 4 240 906 individus dans cette situation). Enfin, les estimations disponibles à ce moment-là, lorsque la crise sociale a éclaté à l'échelle nationale, signalaient que les taux officiels de chômage et de sous-emploi, correspondant alors au mois d'octobre 2001, étaient à considérer comme un seuil minimum. En décembre 2001 le taux de chômage officiel atteignait déjà plus de 20 %<sup>22</sup>, mais la situation générale s'est dégradée de façon tangible depuis ; début 2002 ce taux était estimé à 22 % de la population active, et en juin 2002 à 25 %.

Dans ce contexte, le désengagement de l'État d'une partie de ses fonctions sociales et les dérégulations nombreuses mises en œuvre depuis le début des années 1990, concernant notamment la flexibilité du marché du travail et la réforme de différents domaines du système de protection sociale, ont tendance à aggraver les conditions d'existence et de reproduction de la population en général, en faisant peser sur le budget familial le souci du lendemain, couvert jusque là par le système des retraites et des pensions ; la dévaluation de la monnaie a rendu ces efforts familiaux complètement vains. Le chômage, le sous-emploi, la précarité et la pauvreté deviennent une réalité massive et atteignent des proportions jamais connues dans l'histoire nationale.

La tentative de penser le changement de paradigme d'intervention sociale de l'État, profondément lié à la transformation contemporaine de la configuration du rapport salarial et à l'effondrement de certains compromis institutionnalisés – sous-jacents aux pratiques de normalisation étatique qui étaient à la base des dispositifs de protection sociale mis en place auparavant –, impliquerait de se donner les moyens d'une résistance intellectuelle à l'égard de certaines formes de violence symbolique. Ainsi, celle que représente non seulement la « démission de l'État »<sup>23</sup> mais aussi, plus largement, la destruction de la notion de la nécessité de son intervention pour réduire les inégalités sociales, surtout au sein de sociétés où l'augmentation de celles-ci constitue une menace pour la cohésion sociale. À cet égard, il s'agirait de montrer une certaine forme d'impensé dans les schèmes tacites qui déterminent et délimitent tant les représentations ordinaires de l'intervention publique que les catégories « légitimes » d'une « pensée d'État »<sup>24</sup> concernant ses politiques, ses formes institutionnelles et ses dispositifs et instruments d'intervention sociale. Mais peut-être aussi dans les visions qui prônent à la légère la

flexibilité du travail et des institutions. Avec l'ébranlement des protections sociales, des masses d'individus « ont décroché des régulations de la société salariale qui leur permettaient d'être eux-mêmes au travers de leur participation à des ressources communes, et paraissent à présent condamnés à porter leur individualité comme un fardeau », en tant qu'« individus par défaut »<sup>25</sup>.

## La désalarisation sous contrainte

En décembre 2001, la société argentine s'est heurtée au mur de la contrainte extérieure. Son expérience représente un cas d'école, même si – le risque de contagion financière de la crise *a priori* écarté... – nombreux sont ceux qui en détournent déjà le regard sur la scène internationale, ou qui s'intéressent plus à quelques bricolages locaux (les marchés de trocs) qu'à la situation d'ensemble par rapport à laquelle il faudrait analyser les conditions de leur émergence et situer leur potentialités.

Pourtant la « désalarisation » sous contrainte de la société argentine, la flexibilité accrue du rapport salarial, la légalisation de formes précaires d'emploi, la remise en cause du droit du travail, le démantèlement du système de protection sociale préexistant, la déstructuration des rapports sociaux, la précarisation, l'augmentation de la pauvreté, la concentration sociale de la richesse, la recomposition profonde des identités sociales, tout cela a été, sinon réellement initié du moins fortement renforcé ou approfondi<sup>26</sup> par les conséquences sociales et les implications institutionnelles des réformes structurelles *market-oriented*

21. Cf. *La situación ocupacional a fines de la Convertibilidad*, rapport sur la situation de l'emploi préparé par des chercheurs du Ceil-Piette/Conicet (Buenos Aires, 10 janvier 2002, 7 p.), sur la base des données relevées par le deuxième recensement annuel (octobre 2001) de l'EPH (Enquête Permanente aux Foyers, effectuée depuis 1974 aux mois de mai et d'octobre de chaque année par l'Indec ; pratiquée à l'échelle des 28 agglomérations urbaines de l'Argentine, on estime qu'elle représente environ 87 % de la population totale du pays).

22. SET, (2001), *Consultores en Sociología-Economía-Trabajo, Informe de coyuntura laboral*, Buenos Aires.

23. Bourdieu P., (1993), « La démission de l'État », in Bourdieu P. (sous la direction de), *La Misère du monde*, Paris, ed. du Seuil, pp. 219-228.

24. Bourdieu P., « Esprits d'État. Genèse et structure du champ bureaucratique », in P. Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, ed. du Seuil, coll. « Points/Essais », chap. 4, pp. 99-145.

25. Castel R., Haroche C., (2001), *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi. Entretiens sur la construction de l'individu moderne*, Paris, Fayard ; voir notamment le chap. III (« Individus par défaut »), pp. 107-161.

26. Il faut dire que la tendance à la « précarisation de la relation salariale » a été conceptuellement prise en considération dès le début des années 1990 dans des travaux qui voyaient dans « le reflux constant des travailleurs vers des positions de grande vulnérabilité [dans leur situation d'emploi...] un phénomène crucial dans la configuration de la structure des classes à l'intérieur des sociétés capitalistes » et qui ont cherché à rendre compte de ces métamorphoses sur longue période dans le cas de l'Argentine. Cf. Torrado S., (1994), *Estructura social de la Argentina: 1945-1983*, Buenos Aires, ed. de la Flor, 2<sup>ème</sup> édition, p. 108.

« recommandées » par les organismes multilatéraux, notamment le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale<sup>27</sup>. Ces réformes ont été mises en œuvre pour obéir à la « conditionnalité »<sup>28</sup> à laquelle a été assujéti dans les années 1990 l'octroi des prêts d'ajustement structurel.

L'actuel « collapsus » du système de sécurité sociale en Argentine a pour causes essentielles l'augmentation du chômage et du travail « au noir »<sup>29</sup>, qui ont fait passer le pourcentage des bénéficiaires du système des œuvres sociales de 70 % à 40 %. La perte de moyens de financement est estimée à 3 milliards de dollars par an – de 1994 à 1999 –, en raison de la réduction des contributions patronales, de la faible croissance et de l'évasion fiscale<sup>30</sup>.

Selon l'INDEC (l'institut national de statistiques argentin), actuellement 36,5 % des Argentins ne bénéficient pas de couverture médicale, et 67,2 % de la population active se trouveraient exclus du régime de retraite<sup>31</sup>. De nombreux travailleurs sont employés sans couverture sociale et avec une faible rémunération (notamment dans certains programmes d'emploi temporaires) ou survivent grâce à des « petits boulots » comme « indépendants ».

La perte et/ou l'insuffisance de revenus touchent des proportions toujours plus fortes de foyers et de personnes. C'est l'une des causes principales du développement de la pauvreté et de l'accroissement des inégalités sociales dans le courant de la dernière décennie. Selon l'INDEC, en 2001, les 10 % de la population aux revenus les plus élevés ont perçu 37,3 % du total des revenus de la population, alors que les 10 % de la population aux revenus les moins importants en percevaient 1,3 %, soit un ratio de 28,7 % ; en 1991 ce ratio était de 16,7 %.

Entre mai 2000 et mai 2001, dans le Grand Buenos Aires, le pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté<sup>32</sup> est passé de 29,7 % à 32,7 % de la population (soit 3 959 000 personnes en mai 2001). Pour la même période, la proportion de foyers en dessous du seuil d'indigence (extrême pauvreté) est passé de 5,3 % à 7,4 % (en termes de population de 7,5 % à 10,3 %) ; en chiffres absolus : 264 000 foyers en situation d'indigence, soit 1 247 000 personnes qui n'arrivaient pas à satisfaire leurs besoins élémentaires de subsistance<sup>33</sup>. Selon une étude effectuée dans les trois principales agglomérations urbaines du pays par une agence qui se charge de mesurer régulièrement l'évolution de la pauvreté en Argentine, « 3,7 millions de personnes – dont 80 % sont issues de la classe moyenne urbaine<sup>34</sup> – sont passées sous le seuil de pauvreté entre les mois de février 2001 et de février 2002 »<sup>35</sup>.

De façon plus globale, en décembre 2001, près de la moitié de la population argentine vivait en dessous du seuil de pauvreté, et ce pourcentage n'a cessé d'augmenter depuis. D'après les estimations de

l'INDEC diffusées début mai 2002 : « en cinq mois, au moins 1,5 million d'Argentins sont tombés sous le seuil de pauvreté, soit 10 300 par jour. Officiellement on dénombre désormais plus de 15 millions de

27. Cf. Peñalva S., (2001), « Regulación económica y (des)protección social en la sociedad salarial. Las reformas orientadas al mercado y sus implicaciones institucionales en la Argentina », *Revista Ciclos en la historia, la economía y la sociedad*, Año XI, vol. XI, n° 21, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia Económica y Social/Facultad de Ciencias Económicas de la Universidad de Buenos Aires, pp. 181-223.

28. Cf. Sgard J., (2002), *L'économie de la panique. Faire face aux crises financières*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », série Économie, pp. 197-229.

29. La recherche développée en Argentine autour de l'emploi précaire, dès la deuxième moitié des années 1980, l'a été dans le contexte de détection de l'« économie non enregistrée » (concept qui n'est pas toujours synonyme d'« économie souterraine » ou « cachée » ou « noire » Cf. Torrado S., *Estructura social de la Argentina : 1945-1983*, op. cit. Parmi les travaux de référence dans cette perspective il faut citer : Basco J., Beccaria L., Orsatti A., (1986), « Economía no registrada en América Latina desde una perspectiva comparada », in Indec, *Economía no registrada*, Buenos Aires, Estudios n° 9, Indec ; Orsatti A., (1986), « La flexibilidad del mercado de trabajo y la precarización del empleo », *Justicia social*, Año 2, n° 2, Buenos Aires.

30. « El colapso del sistema de salud » (Editorial), *Journal Clarín*, Buenos Aires, 17 juin 2002. Dans l'analyse du problème faite par ce quotidien, parmi les causes responsables du « collapsus » du système national de sécurité sociale il faudrait considérer aussi l'augmentation des coûts des soins médicaux pour une population avec une plus longue espérance de vie et ayant des pathologies qui peuvent être traitées actuellement, ainsi que la mauvaise gestion du Fonds Solidaire de Redistribution.

31. Cf. Pena J. de, (2002), « La dimension sociale de la crise argentine : éléments de réflexion », *Espaces Latins*, n° 194, Lyon, pp. 16-17.

32. On définit les « pauvres » comme ceux qui ne parviennent pas à financer le coût du panier de la ménagère de base comportant les besoins d'aliments, vêtements, transport, éducation, soins de santé minimaux. On désigne par « indigents » ceux dont l'alimentation ne parvient pas à leur assurer le minimum en termes d'apports protéico-énergétiques nécessaires. En avril 2002, dans la Zone Métropolitaine de Buenos Aires (AMBA), comprenant la Capitale Fédérale et le Grand Buenos Aires, le coût du panier de base pour une personne adulte était estimé à 194 pesos (presque 50 dollars), tandis que pour une famille avec deux enfants sa valeur montait à 650 pesos.

33. Cf. Pena J. de, « La dimension sociale de la crise argentine : éléments de réflexion », op. cit.

34. En Argentine, l'expression « classe moyenne urbaine » ne revêt pas *a priori* de connotation spécifique qui ferait référence à l'habitus de classe d'un segment particulier de la structure sociale. L'adjectif « urbaine » désigne notamment la localisation spatiale (soit le lieu de résidence) de toutes les catégories de cette classe sociale qui privilégie massivement (entre 70 % et 80 %) les grandes villes. Et ce, historiquement, en ce qui concerne : a) le secteur de classe moyenne dit « autonome », dans lequel – d'après des études d'ensemble de la structure sociale argentine et ses changements dans la période 1945-1983 – prédominait absolument une couche de modestes propriétaires du commerce et des services résidant dans les plus grandes agglomérations urbaines ; et b) la classe moyenne salariée, intégrée de façon majoritaire par les couches les plus modestes des travailleurs salariés non manuels résidant dans les grandes agglomérations urbaines. Toutefois d'après ces études fondées sur des données réélaborées des recensements nationaux de population et sur l'analyse des « niveaux de bien-être » atteints sous différentes « stratégies de développement », au début des années 1980, la pyramide de la stratification sociale argentine montrait ce panorama : située entre une « classe supérieure », du point de vue de son nombre infime mais en cours d'enrichissement absolu, et une classe ouvrière décroissante en nombre et en cours de paupérisation absolue, la classe moyenne, croissante du point de vue de son étendue, était déjà en voie de paupérisation relative. Cf. Torrado S., *Estructura social de la Argentina : 1945-1983*, op. cit. ; cf. partie IV (« La estructura social en 1980 »), chap. 12 (« Estructura social de la fuerza de trabajo »).

35. Étude de la Consultora Equis, citée par J. de Pena, « La dimension sociale de la crise argentine : éléments de réflexion », op. cit.

pauvres en Argentine, près de 43 % de la population. Quant aux « indigents », qui n'ont plus les moyens de s'offrir le panier dit « super basique » [« vraiment minimum »] (lait, pain, pommes de terre, huile et fruits), ils représentent désormais 15,7 % de la population (5,7 millions) »<sup>36</sup>. Mais – comme l'a reconnu le directeur de l'INDEC – ce calcul officiel a été fait « sans tenir compte de la montée du chômage de ces derniers mois, ils [les pauvres et les indigents] sont donc probablement beaucoup plus nombreux »<sup>37</sup>. En effet, les dernières estimations officielles diffusées au mois d'août 2002 rendent compte de cette évolution vertigineuse de la pauvreté<sup>38</sup>. Elles donnent la mesure d'une véritable catastrophe sociale à l'échelle de ce pays d'environ 35 millions d'habitants : l'existence, d'après les données recensées par l'INDEC en mai 2002 et diffusées en août dernier, de 18,5 millions de pauvres (plus de 50 % de la population), dont 9 millions d'indigents, la plupart des pauvres et des indigents étant des enfants : 7 enfants sur 10 sont pauvres, et 4 parmi eux indigents<sup>39</sup>.

## Des chasseurs aux piqueteros ... Stratégies défensives

Dans un monde dans lequel l'instabilité du quotidien devient un mode de vie, les habitants des quartiers populaires de la périphérie, tels que les « asentamientos », qui ont émergé dans la banlieue de Buenos Aires notamment à partir du début des années 1980, s'habituent à marchander faveurs et bénéfices avec les institutions de l'État et leurs représentants locaux, mais aussi avec les partis politiques et leurs référents « de base » (couramment appelés « punteros »). Comme dans la plupart des cas connus de mouvements d'occupations illégales de terres, ces stratégies défensives sont mises en avant par des populations hétérogènes ayant subi des expériences de chute sociale et de désaffiliation, et la « logique du chasseur »<sup>40</sup> semble inspirer localement l'un des modes d'action individuels et collectifs auxquels sont souvent contraints les groupes « défavorisés » dans leur rapport au politique. La « chasse » aux opportunités d'obtenir les moyens nécessaires à leur survie dans les interstices des institutions et de la légalité devient pour eux une sorte de « sens pratique », celui d'apprendre à « vivre dans les marges » afin de ne pas périr ou demeurer « exclus » pour toujours<sup>41</sup>, et de trouver un point d'ancrage : l'inscription territoriale dans le quartier contre la vulnérabilité parfois extrême qui les menace dans les banlieues paupérisées de la grande ville.

Or, comme le mettent en évidence quelques études récentes focalisées sur des enclaves de pauvreté du sud du Grand Buenos Aires, on ne saurait négliger que cette « inscription » sociale comporte fréquemment un « prix ». Car le type d'échanges décrits relèvent des formes de lien social dans lesquelles la satisfaction des

nécessités élémentaires pour les pauvres urbains s'avère très souvent liée à des relations de clientélisme<sup>42</sup>, à travers diverses pratiques qui se sont largement répandues – pendant les années 1990. Et donc, tout mène à s'interroger sur l'empreinte « quasi institutionnelle » de ces formes de contre-prestations qui en secourant la misère semblent plutôt garantir – le passé reste encore récent – la reproduction politique de la domination et celle des inégalités sociales. La genèse et l'évolution du mouvement *piquetero*<sup>43</sup> sont significatives des enjeux auxquels se trouvent confrontés désormais ces nouvelles catégories de la population paupérisées et « désaffiliées ». Les coupures de routes pratiquées par des *piqueteros* – qui se sont constitués en mouvement national à partir de juillet 2001 – ont débuté en fait en 1997, notamment dans quelques localités de province au sud et au nord et de l'Argentine (à Cutral-Co, Province de Neuquén, puis à Tartagal,

36. Oualalou L., (3 mai 2002), « La pauvreté se propage en Argentine », *Le Figaro/Économie*.

37. *Ibidem*. En fait, pour faire cette estimation, l'institut statistique s'est contenté de répercuter les hausses de prix, très sensibles depuis le début de l'année, sur les revenus des ménages argentins. Depuis le 11 janvier, date à laquelle le gouvernement a mis fin à la parité entre le dollar et le peso, la monnaie argentine a perdu près de deux tiers de sa valeur, provoquant une inflation évaluée à 10 % au premier trimestre. « Mais les aliments de base sont ceux qui ont le plus souffert de cette hausse de prix », souligne Juan Carlos del Bello, qui estime que le coût du panier de la ménagère le plus modeste a crû d'environ 15,5 %.

38. En outre, dans leurs réclamations auprès du ministère de l'Économie, les entreprises privatisées ont demandé des augmentations des tarifs des services publics qui, d'après leurs calculs minimaux, ne devraient pas être inférieures à 34 %, car – c'est leur argument – ce pourcentage est celui du taux d'inflation cumulée dans l'année ; certaines demandent tout de même des révisions des tarifs à la hausse de l'ordre de 200 %.

39. Une source complémentaire permet de préciser que « d'après le Système d'information, de monitorat et d'évaluation des programmes sociaux de la présidence argentine (Siempre), 70 % des mineurs de moins de 18 ans vivent dans des foyers pauvres ou indigents ». Cf. *BBC Mundo*, Londres, 7 août 2002 ; cité par Augé C., (2002), « Rêves en morceaux à Buenos Aires », *Le Monde diplomatique*, n° 589, pp. 4-5 (p. 4).

40. Merklen D., (2001), *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Thèse de doctorat de sociologie, École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), Paris. D'après cette interprétation, « la « logique du chasseur » peut [...] être entendue comme faisant partie d'une culture des marges, mais ce qui définit la situation de marginalité c'est la distance institutionnelle entre la « société » (des règles et des institutions) et le monde « social » dans ces quartiers » (p. 488). Elle se réfère en amont à « la distance entre le « social » comme « vie psychique » [...] et la société comme une réalité morale, une « morale civique » condensée dans les institutions », qui est au cœur de l'analyse durkheimienne du rapport des individus aux institutions, Durkheim E., (1950), *Leçons de sociologie*, Paris, PUF ; cité par Merklen D., op. cit., p. 488, n. 405.

41. Cf. Merklen D., (2000), « Vivir en los márgenes : la lógica del cazador. Notas sobre sociabilidad y cultura en los asentamientos del Gran Buenos Aires hacia fines de los 90 », in Svampa M. (ed.), *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento - Editorial Biblos, pp. 81-119.

42. Auyero J., « Cultura política, destitución social y clientelismo político en Buenos Aires. Un estudio etnográfico », in Svampa M. (ed.), *Desde abajo. La transformación de las identidades sociales*, op. cit., pp. 181-208.

43. Pena J. de, Iserte M., Montes Cató J., (2001), *Informe sobre contexto y situación del « Movimiento Piquetero »*, Document de travail préparé pour Médecins du monde en Argentine, ronéotypé.



Province de Salta). Il s'agit de localités urbaines fortement touchées par le rétrécissement du marché de l'emploi du fait des restructurations liées aux privatisations d'entreprises publiques ayant entraîné des licenciements massifs de personnel sans reconversions ni mesures sociales d'accompagnement. La situation a d'ailleurs été à l'origine de la mise en place des aides d'urgence sociale et des programmes d'emploi transitoire – les Plans dits Trabajar. Les piqueteros en ont revendiqué l'accès dès le départ, même si les faibles montants de revenus qu'ils fournissent ne permettent pas de satisfaire les besoins de base. La mise en place de ces Plans en Argentine a bénéficié – notamment depuis 1997 – du financement de la Banque mondiale. Les politiques de « compensation sociale » des coûts sociaux de l'ajustement structurel – dont le principe est le ciblage de l'assistance focalisée à l'échelle provinciale et locale – ont incarné dans le courant des années 1990 le « visage humain » de l'intervention des banques multilatérales de développement... Un « visage » qui masque – assez mal pourtant maintenant – la remise en cause du droit du travail, de la stabilité de l'emploi, et des droits en matière de protection sociale.

La direction que prend la recomposition sociale et politique à l'œuvre au sein de la société argentine depuis la crise ouverte de décembre 2001 est nettement plus difficile à cerner que le sens des transformations objectives et institutionnelles accomplies pendant les années 1990. Dans un contexte de banqueroute générale, éclosent dans le pays diverses formes de protestation sociale (*piquetes* ou coupures de routes, *cacerolazos* ou « concerts de casseroles ») et émergent des pratiques nouvelles d'organisation sociale : assemblées de quartier, structures informelles d'entraide, réseaux solidaires et circuits de troc. La

traduction politique en est encore très incertaine vu le profond discrédit des instances de médiation politique et sociale qui s'exprime dans des slogans tels que « qu'ils s'en aillent tous » (*que se vayan todos...*), par lesquels la classe moyenne rejette la classe politique. La financiarisation des modes de vie et les valeurs associées à la privatisation et au retrait de l'État ont été portées aux nues par une partie considérable des couches moyennes sous l'« ère Menem ». Et les formes de protestation sociale qui évoquent l'exaspération des « laissés pour compte » peuvent conduire à une dérive autoritaire et à l'émergence de nouveaux leaderships néopopulistes.

Quelle recomposition des forces sociales en présence – compte tenu de la grande hétérogénéité des groupes et des secteurs mobilisés, de la différenciation sociale et de la spécificité qui caractérisent leurs revendications particulières –, pourrait cristalliser un nouveau compromis institutionnel à la base de l'État ? Et peut-être même avant : quelle synergie des ressources sociales et politiques redéployées pourrait arrêter le délitement du lien social dont la crise de la monnaie nationale semble être un reflet violent, et auquel semble avoir conduit – pendant plus d'une décennie – la marche effrénée vers un modèle de « citoyenneté patrimoniale »<sup>44</sup> ? Tout ce dont s'accompagne, *in fine*, la destruction d'une « société salariale » – plutôt que sa fin – dans cette expérience extrême : celle de l'Argentine, maintenant.

Susana Peñalva

44. Cf. Lo Vuolo R., *Alternativas. La economía como cuestión social*, op. cit. Comme le signale l'auteur à propos du « faux sentiment de la citoyenneté patrimoniale », l'avancée conjointe du capital financier et de celle-ci se traduit par des problèmes croissants pour la démocratie. (p. 94, notre traduction).

**Susana Peñalva** est sociologue, chercheur titulaire au Conseil National des Recherches Scientifiques et Techniques (CONICET), d'Argentine, et membre du Centre d'Etudes Urbaines et Régionales (CEUR)-CEA/Université de Buenos Aires (UBA). Chercheur associée au centre Cultures et Sociétés Urbaines (CSU)/IRESCO, Umr 7112 CNRS-Université Paris 8, la thèse qu'elle y prépare porte sur Formes institutionnelles de régulation et désaffiliation en Argentine. Une analyse régulationniste de la restructuration des modes d'intervention de l'Etat et de la recomposition du rapport salarial dans les années 1990 .  
<penalva@iresco.fr>